

blier, non plus, que nous avons un ministre des Travaux publics qui prêche ouvertement une politique de grandes dépenses et un ministre des Chemins de fer et Canaux qui nous a donné la preuve qu'il n'est pas hostile à cette politique.

En présence d'une pareille situation, le public se demande comment il se fait, puisque nous sommes sur le sommet de la vague, que nous ayons dépensé jusqu'au dernier sou de notre revenu, et même plus, en dépit des professions de foi du ministre du Commerce (sir Richard Cartwright) et du ministre de la Marine et des Pêcheries (sir Louis Davies) qui trouvaient trop élevée une dépense annuelle de \$38,000,000.

L'opinion publique demande qu'on s'arrête dans cette voie et demande plus d'économie dans l'emploi des deniers publics. La preuve que le public n'est pas satisfait de la situation, nous l'avons eue dans un petit incident qui s'est produit hier soir, et qui n'a pas dû être du goût des ministres—je veux parler de l'élection de Bruce-nord. J'ignore si l'honorable ministre des Travaux publics est allé dans ce comté pour y chanter les louanges de son gouvernement, mais nos honorables amis de la droite ne me paraissent pas avoir fait tout ce qu'ils auraient pu faire pour faire connaître aux électeurs de Bruce-nord, leur programme dans tous ses détails et sous son vrai jour. Quoi qu'il en soit, les ministres peuvent être certains d'une chose, c'est que les électeurs de ce comté ont suivi attentivement les faits et gestes du gouvernement, et qu'ils ont peut-être étudié, tout particulièrement, cette question dont je viens de parler.

Que l'honorable ministre des Travaux publics ait parlé ou non dans Bruce-nord, une voix plus puissante que la sienne s'est fait entendre. Le peuple a parlé, et il continuera à parler sur ce ton jusqu'à ce que les affaires du pays soient administrées d'après les principes énoncés dans la résolution soumise par l'honorable chef de l'opposition.

M. ROSS (Victoria, N.-E.) : Parlez-nous de l'Île du Prince-Edouard.

M. LENNOX : Bien volontiers. L'honorable député qui a parlé avant moi, nous a montré un contrat intervenu entre la Nouvelle-Ecosse et Ontario ; je dirai à mon tour que je viens d'un comté, le vieux comté de Simcoe, que je considère comme le paradis terrestre du Canada, et ce comté est dans la province d'Ontario. Les honorables députés de l'Île du Prince-Edouard ont parfaitement raison d'admirer leur jolie petite île, mais, à mon point de vue, le verdict qui vient d'y être rendu fait moins honneur à l'intelligence de la population de cette province, que n'en fait celui de Bruce-nord à l'intelligence de la population d'Ontario.

M. LENNOX.

Le gouvernement s'attribue une grande partie du mérite de ce qu'il appelle l'état prospère du pays. J'aimerais que ceux qui se proposent de prendre part à ce débat nous expliquassent ce que le gouvernement a fait pour contribuer à cette prospérité. Est-ce le parti libéral ou le parti conservateur qui a jeté les bases de cette prospérité ? Que le gouvernement l'admette ou non, les électeurs, beaucoup de libéraux, de même que les conservateurs, savent et déclarent que si le Canada est prospère, ce n'est pas grâce à ce que le gouvernement a pu faire, mais en dépit de ce qu'il a fait. C'est parce que le gouvernement n'a pas osé mettre en pratique les théories qu'il professait dans l'opposition, car s'il l'eût fait, les pires désastres seraient survenus, inévitablement.

Les bases de la prospérité du Canada ont été jetées par le parti conservateur lorsqu'il a inauguré la politique nationale de protection. Elle a été fidèlement appliquée tant que les conservateurs ont été au pouvoir et bien que le gouvernement actuel l'ait affaiblie, la prospérité du pays a persisté. Pourquoi les ministres actuels s'attribueraient-ils le mérite des résultats obtenus par leurs adversaires ?

Je vois avec plaisir que l'honorable ministre de l'Agriculture est à son siège, car je vais citer un exemple, à l'appui de mon raisonnement. Supposons que l'honorable député d'Elgin-ouest (M. Robinson) ait deux terres, bonnes toutes deux, mais l'une un peu meilleure que l'autre, et que le ministre de l'Agriculture se présente après que tous les travaux ont été faits et qu'il ne reste plus qu'à récolter la moisson. Le ministre devient propriétaire d'une de ces terres, par des moyens honnêtes, disons, bien que je ne puisse admettre que le gouvernement ait obtenu le pouvoir par des moyens honnêtes, en 1896. Après avoir fait l'acquisition de la meilleure des deux terres et après la moisson, le ministre supposons-nous, vient trouver le député d'Elgin-ouest, et sur ce ton dégagé qu'on lui connaît, il lui dit : Mais, mon cher ami, je suis meilleur agriculteur que vous, voyez ma récolte, comparez-la à la vôtre et je vous défie de dire que je ne cultive pas mieux que vous.

C'est absolument ce que font les ministres d'aujourd'hui. Ils récoltent la moisson, semée par les conservateurs, sur un sol préparé et cultivé par les conservateurs. Ils se vantent d'une prospérité due aux magnifiques travaux accomplis par le parti conservateur. Les libéraux devraient comprendre qu'il n'y a rien d'honorable pour eux dans les excédents de revenus provenant de la protection accordée à nos industries. Si ces industries ne sont pas languissantes et ruinées, c'est que les ministres n'ont pas fait ce qu'ils promettaient de faire, parce qu'ils ont violé les engagements qu'ils avaient pris envers les électeurs.